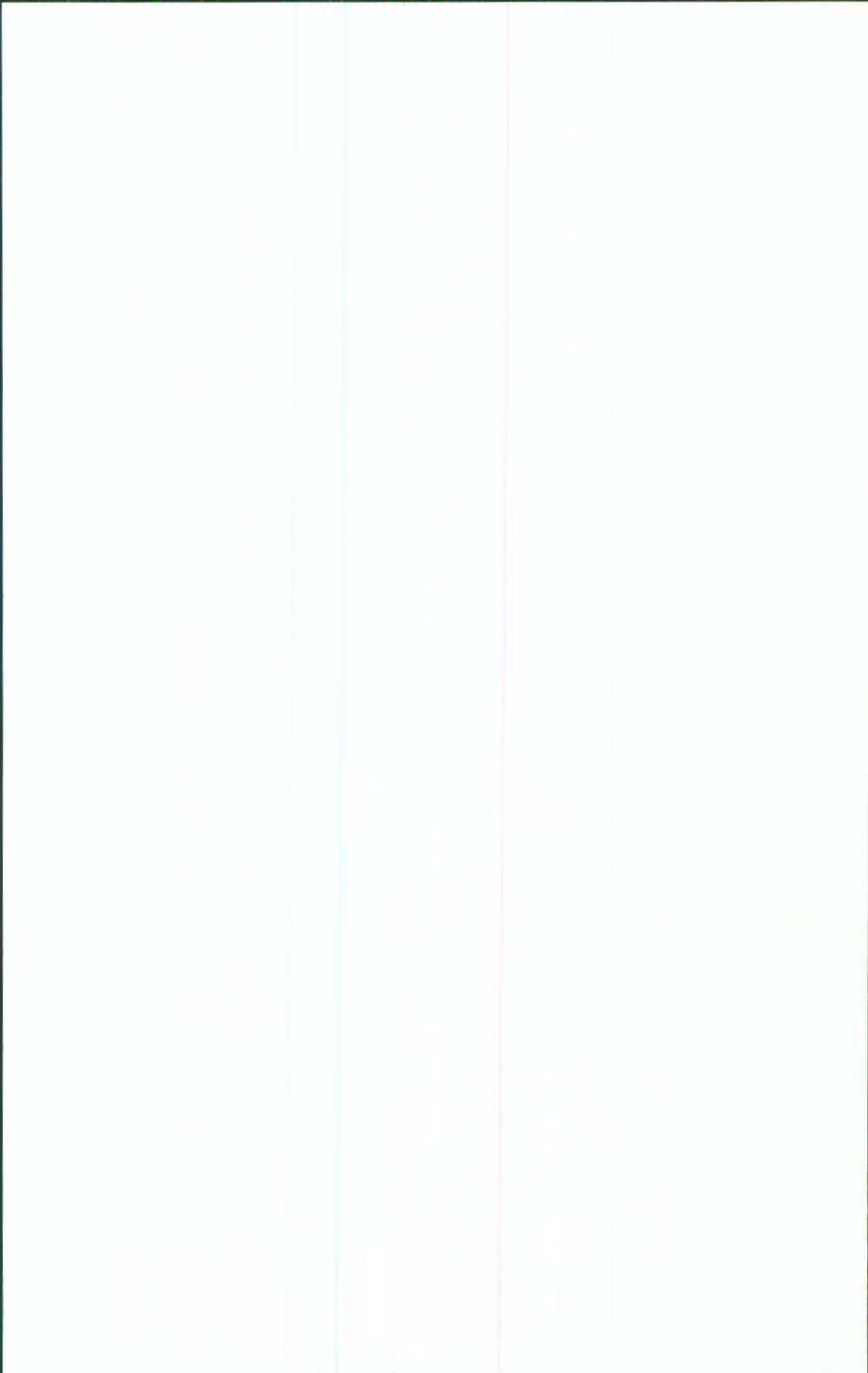


---

# SOMALIE

par GIANCARLO TAMMI



1.

## TRAITS GÉNÉRAUX DE L'ÉCONOMIE

La Somalie, qui a une superficie de 640.000 km<sup>2</sup>, occupe la partie la plus orientale du continent africain, autrement connue comme la Corne d'Afrique. Le pays est situé dans la zone tropicale et sub-tropicale, et l'équateur en traverse la partie sud. C'est une nation que les organismes internationaux indiquent comme l'une des moins développées, avec un revenu annuel par habitant de 280 \$ US (au taux de change de 1984). Plus de 55% du PNB proviennent du secteur agricole, 12% de l'industrie (y compris 7% de produits finis) et 33% environ, des services.

La population compte 5,8 millions d'habitants, irrégulièrement distribués sur un territoire qui comprend une plaine côtière chaude et aride, des montagnes, des plateaux et des dépressions de fertilité variable, caractérisées par un environnement extrêmement fragile pour l'agriculture. Les précipitations ne dépassent pas 600 mm en général et 200 mm dans un tiers du pays. Treize pour cent des terres sont potentiellement cultivables, mais la pénurie d'eau et le manque d'infrastructures font qu'un dixième seulement de cette terre est effectivement cultivé. Les ressources hydrologiques superficielles sont représentées par les rivières Jube et Shebelle qui sont des cours d'eau pérennes.

Le secteur agricole est dominé par l'élevage qui, à lui seul, contribue dans la mesure de 40% au PIB et représente 70% de l'apport global de l'agriculture. L'élevage occupe près des 2/3 de la population et fournit au pays la majeure partie de ses recettes en devises étrangères.

Les cultures absorbent 4/5 environ de la population active, groupée le plus souvent en petites exploitations de subsistance

dans les zones les plus humides. On y cultive du sorgho, du maïs et des grains à huile pour la consommation interne. Les récoltes sont généralement plutôt médiocres en raison du manque de facteurs de production. Dans le bassin de la Shebelle un petit, mais très dynamique secteur commercial exploite des terrains irrigués pour la production des bananes, des pamplemousses, de la canne à sucre et du coton.

Le secteur industriel reflète la tendance des Autorités publiques à créer des industries de remplacement des importations et des industries d'exportation dérivées de l'élevage, de la pêche et de la production agricole. Le secteur industriel est dominé par les entreprises étatisées. Ces dernières emploient moins de 10.000 travailleurs. Ces dernières années, l'industrie a souffert de sous-emploi chronique à cause d'une pénurie de facteurs de production importés due au manque de devises étrangères. Parmi les principales industries de remplacement citons Somaltex qui produit des textiles, deux sucreries et une raffinerie de pétrole. D'autres sont affectées au traitement des grains, à la production d'huile comestible, de cigarettes et d'allumettes, d'emballages, de liège et de chaussures, d'ustensiles en aluminium et de produits pharmaceutiques. Les industries qui contribuent aux exportations sont la raffinerie de pétrole qui exporte certains sous-produits de raffinage, et l'usine d'emballages qui fournit les emballages pour l'exportation de bananes.

TABLEAU 1

*Principales productions agricoles, 1980-84 (en milliers de tonnes)*

	1980	1981	1982	1983	1984*
Maïs	110	142	150	235	270
Sorgho	140	222	235	120	221
Riz	17	19	20	3	4
Légumes secs	9	13	59	21	32
Sésame	38	53	57	59	46
Arachides	3	4	3	3	5
Produits potagers	27	35	102	83	95
Canne à sucre	420	500	535	500	342
Bananes	60	69	72	75	80

Source: Ministère de l'Agriculture

\* estimations

Le secteur des services est dominé par les entreprises de l'Etat. Les établissements financiers sont administrés par l'Etat et les assurances, le tourisme, la marine marchande, les postes et les communications sont également en grande partie sous le contrôle de l'Etat, mais, dans ces dernières activités, le secteur privé commence à gagner de l'importance. L'Administration publique souffre d'un excès de personnel en vertu d'une disposition gouvernementale qui assurait, il n'y a pas longtemps encore, un emploi dans l'Administration à tous ceux qui étaient munis d'un diplôme d'études secondaires. L'excès de personnel dans la fonction publique s'est traduit par une baisse des salaires qui, en termes réels, ne représentent plus qu'une fraction de leur pouvoir d'achat d'il y a cinq ans.

Depuis le changement de régime qui a eu lieu en 1969, la Somalie a connu des transformations radicales à l'échelon institutionnel et à celui de la politique de développement. Dans les années 1970, pour pouvoir réaliser les buts de socialisme qu'elles s'étaient fixés, les Autorités publiques, ont rapidement étendu le contrôle et la gestion de l'Etat à presque toute l'économie. La nationalisation des entreprises étrangères après 1969 a donné à l'Etat le contrôle de tout le secteur bancaire, des assurances, du commerce et de la commercialisation des produits agricoles. Cette politique, qui allait bien au delà des ressources et des capacités de gestion des pouvoirs publics, a cependant eu pour effet de miner la producti-

tivité et l'esprit d'entreprise aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé et a donné lieu à une stagnation économique qui a duré pendant toutes les années 1970.

La stagnation de la production et la montée en flèche des dépenses publiques à la suite de la guerre de frontière avec l'Ethiopie en 1977, ont provoqué une grave crise économique et financière dont la Somalie souffre de façon plus ou moins aiguë depuis 1978. Quand la crise s'est aggravée, au début de 1981, le gouvernement a reconnu la nécessité d'adopter des mesures de correction et a changé radicalement sa politique économique. Il a décidé de renoncer au contrôle et à la gestion de l'Etat en faveur d'une économie plus orientée vers le marché et s'est engagé dans un large programme de stabilisation moyennant deux accords consécutifs d'aide éventuelle avec le FMI, pour réduire l'expansion de la demande et promouvoir les secteurs de la production.

Les réformes institutionnelles et de politique générale qui ont été faites depuis 1982 ont consenti une certaine reprise de l'économie. Cependant, avec l'embargo sur le bétail somalien de l'Arabie Saoudite (qui était son principal débouché), la sécheresse de 1983 et la baisse de la demande du secteur public, l'économie a connu une recrudescence de crise financière en 1984.

Les données disponibles sur le PIB montrent que durant la période 1972-1980 la croissance réelle de l'économie somalienne a été inférieure à 0,5% par an, et que depuis 1981 seulement (Tableau 2) le PIB a commencé à augmenter à un rythme acceptable. Le Tableau 3 indique que dans la période considérée la consommation a presque toujours dépassé le PIB, et que depuis 1980 l'épargne intérieure a été négative. Cependant le niveau de l'investissement brut a été maintenu autour de 20% du PIB durant la plupart de ces années grâce à un gros apport net d'aide internationale qui a servi également à financer une partie de la consommation somalienne. Ce niveau élevé d'investissement et la lenteur de croissance du PIB semblent indiquer une basse productivité des investissements, probablement parce que la majeure partie de l'investissement est allée au bénéfice du secteur public.

## 2.

## POLITIQUE MONÉTAIRE ET DÉVELOPPEMENT FINANCIER

En Somalie, le Comité Economique du Cabinet des Ministres établit la politique économique du pays, sur la base des objectifs de développement. Le Ministère des Finances et la Banque Centrale établissent une politique monétaire et financière en accord avec la politique économique générale.

TABLEAU 2

*Variables réelles de l'économie somalienne (en millions de shs aux prix courants)*

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
PIB:						
Secteur agricole	3.256	4.067	6.900	8.281	n/a	n/a
Autres secteurs de production	827	1.065	1.551	1.856	n/a	n/a
Services de distribution	1.067	1.800	2.631	3.377	n/a	n/a
Autres services	1.498	1.905	2.531	3.060	n/a	n/a
PIB au coût des facteurs	6.648	8.837	13.613	16.574	n/a	n/a
Impôts indirects	1.286	1.147	2.082	2.935	n/a	n/a
PIB aux prix du marché	7.934	9.984	15.695	19.509	25.029	40.792
Revenu d'investissements	16	-6	-51	-65	-73	-105
Transferts privés	226	360	337	148	302	3.261
Population (milliers)	4.850	5.000	5.155	5.315	5.480	5.650
PNB par habitant (shs)	1.686	2.068	3.100	3.686	4.609	7.219
BUDGET DE L'ETAT:						
Recettes totales	1.526	1.526	1.421	2.347	2.558	4.109
Dépenses	n/a	1.573	1.618	2.795	3.634	5.687
Solde	n/a	-47	-197	-448	-1.076	1.578
BALANCE EXTERIEURE:						
Exportations	n/a	667	839	104	1.836	1.423
Importations	n/a	-2.481	-2.905	-2.681	-5.824	-6.571
Services non facteurs	n/a	-89	-44	35	246	213
Solde	n/a	-1.903	-2.110	-2.542	-3.742	-4.935

Source: Central Statistical Dept.



TABLEAU 3

*Etat récapitulatif des principaux indicateurs (1977-1984) (en millions de shillings)*

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
PIB aux prix de 1977	6.340	6.800	5.959	5.824	6.875	7.341	7.505	7.649
Déflateur du PIB	100.0	116.3	133.1	171.4	228.3	265.8	333.5	533.5
Accroissement annuel, %	13.7	7.3	-12.4	-2.3	18	6.8	2.2	1.9
PIB aux prix du marché	6.340	7.909	7.934	9.984	15.695	19.509	25.029	40.792
consommation	5.252	7.032	9.170	11.501	14.179	19.731	25.234	43.814
investissements	1.987	1.972	667	593	3.129	3.520	4.730	6.938
importations nettes	-699	-1.095	-1.093	-2.110	-1.612	-3.742	-4.935	-9.960
Déficit de ressources	-899	-1.095	-1.903	-2.110	-1.613	-3.742	-4.935	-9.960
investissements	1.987	1.972	667	593	3.129	3.520	4.730	6.938
épargne intérieure	1.088	877	-1.236	-1.517	1.516	-222	-205	-3.022
Epargne nationale	1.115	1.390	-994	-1.163	1.802	-139	24	134
épargne intérieure	1.088	877	-12.36	-1.517	1.516	-222	-205	-3.022
revenu des placements	13	22	16	-6	-51	-65	-73	-105
transferts privés	14	491	226	360	337	148	302	3.261
Financement								
des investissements	987	1.972	667	593	3.128	3.520	4.730	6.938
épargne nationale	115	1.390	-994	-1.163	1.802	-139	24	134
entrées nettes de capital	452	496	552	547	434	1.486	1.209	2.231
transferts publics	666	175	366	898	800	1.752	2.339	3.885
réserves nettes	-246	-89	743	311	92	421	1.158	688

Source: Central Bank of Somalia et Central Statistical Dept.

La Banque Centrale en est l'organe exécutif et a la fonction et les prérogatives de l'émission de monnaie, de l'exécution et du contrôle de la politique de crédit et de la supervision de l'ensemble du système financier. Jusqu'en 1970, année où la Banque Centrale a été formellement établie, la Banque Nationale Somalienne remplissait les fonctions de banque centrale, mais elle avait aussi des activités commerciales.

Les instruments de la Banque Centrale pour contrôler le système financier sont: l'autorisation à l'institution de nouvelles banques, nationales ou étrangères, et l'autorisation à l'ouverture de nouveaux guichets. Après la nationalisation du système bancaire en mai 1970, lorsqu'il fut clair que le crédit commercial serait dorénavant administré exclusivement par des banques publiques, le pouvoir d'autorisation de la Banque Centrale a été limité à l'ouver-



ture de nouvelles filiales.

La Banque Centrale exerce son contrôle sur un système bancaire composé de deux banques: la CSBS (*Commercial and Savings Bank of Somalia*) et la SDB (*Somali Development Bank*). L'Office des Postes a des fonctions limitées et ne revêt pratiquement pas d'importance pour le système financier. Les deux banques ont hérité de toute l'organisation et de tout le réseau de guichets du vieux système bancaire qui, avant la nationalisation, comprenait d'autres établissements financiers diversifiés. Ces derniers étaient: la Somali National Bank, qui remplissait les fonctions de banque centrale et de banque commerciale; les agences de quatre banques étrangères (Banco di Roma, Banco di Napoli, National & Grindlays Bank Ltd et Banque de Port Saïd) et la Banca di Sviluppo Somala.

La *Commercial and Savings Bank of Somalia* a hérité de la majeure partie de la structure et du réseau de guichets des anciennes banques ainsi que leur fonction d'octroyer du crédit commercial et d'offrir des mécanismes d'épargne. La *Somali Development Bank* a repris le rôle de la Banca di Sviluppo Somala et accorde des crédits à moyen et à long terme.

Le niveau de spécialisation du système bancaire actuel est institutionnalisé par la loi bancaire qui interdit à la CSBS de faire du crédit au moyen et au long terme et *de facto* par le monopole de la Banque dans la collecte des dépôts dans tout le pays à travers son réseau de guichets. La Somali Development Bank a la fonction de réunir des fonds moyennant des emprunts à long terme sur le marché national et international et d'octroyer des crédits de développement. Ces deux banques sont directement ou indirectement administrées par l'Etat. Elles financent tous les secteurs de l'économie tandis que la provision de fonds destinés au financement du secteur agricole se fait à travers des sections spéciales.

Le contrôle des agrégats monétaires est assuré, en théorie, par le Comité du Crédit et de l'Epargne sous l'égide du Ministère des Finances. Ce Comité ne fonctionne pas depuis plusieurs années et les opérations ordinaires sont contrôlées par la Banque Centrale.

Le contrôle du crédit se fait par le moyen d'instruments typiques de la banque centrale. Outre les réserves obligatoires et la politique de réescompte, ces instruments comprennent des indications quantitatives et des instructions pour une distribution sélective des crédits. En outre, la Banque Centrale indique périodiquement la durée maximum des prêts et le minimum de nantissement. Dans le cas de lettres de crédit, le montant minimum de dépôt de garantie varie d'un client à l'autre selon le volume des transactions. Actuellement, le crédit total est sujet à des plafonds stipulés dans l'accord d'aide éventuelle avec le FMI.

En ce qui concerne les réserves obligatoires, celles-ci ont été fixées à 10% depuis avril 1970. Par contre, la Banque a souvent utilisé l'instrument du réescompte pour manipuler qualitativement le crédit et pour opérer la distribution voulue par secteurs. Pour financer le commerce extérieur et les stocks, la Banque Centrale peut acheter à la CSBS des lettres de change, des billets à ordre et autres instruments de crédit dont l'échéance ne dépasse pas 180 jours. Les instruments relatifs au secteur industriel ou à la production agricole ont une échéance maximum de 270 jours et ont l'obligation d'être garantis. La Banque Centrale peut aussi accorder des prêts ou des avances à la CSBS pour un maximum de six mois, avec la garantie de l'Etat.

La structure des taux d'intérêt est indiquée au Tableau 4.

TABLEAU 4

*Taux d'intérêt (1979-85)*

	1/12/79	6/3/81	6/3/82	1/1/85
Banque Centrale (réescompte)	4.00	6.00	8.00	12.00
Banque Commerciale (épargne)	4.5-7	6.00-9.00	8.00-11.00	12.00-18.00
Banque Commerciale (crédit à court terme)	7.5-9	10.00	12.00	15.00-19.00
S.D.B. (crédit à moyen terme)	n.a.	10.00-12.00	10.00-12.00	14.00-16.00
Indice des prix de Mogadiscio	136	313.4	384	1.309*

Source: Central Bank Annual Reports

\* Estimation préliminaire

Depuis 1979, le niveau nominal des taux d'intérêt a changé considérablement, en accord avec l'augmentation du taux d'intérêt fixé par la Banque Centrale pour les opérations de réescompte. Depuis 1979, les Autorités somaliennes ont poursuivi une politique de taux d'intérêt visant à améliorer l'affectation des ressources financières. Tous les taux ont été relevés pendant cette période d'un total de 8 points, soit de 4% en 1979 à 12% en 1985. Les taux de crédit du système bancaire ont également été relevés en raison du coût croissant des ressources financières de la Banque Centrale. La hausse apparaît cependant moins marquée si on considère l'évolution des taux d'intérêt en termes réels et si l'on tient compte du taux d'inflation considérable qui a affecté le pays dans la même période. D'après l'indice des prix à la consommation de Mogadiscio, le taux d'inflation rend négatifs en termes réels tous les taux d'intérêt durant cette période.

La nationalisation et la réorganisation du système bancaire en 1970 avait deux buts: introduire la spécialisation du crédit et assurer la compatibilité des activités bancaires avec les objectifs de politique économique. L'étroit contrôle de l'Etat sur le système bancaire a asservi l'affectation des ressources financières à la philosophie économique du régime, mais il a produit également une distorsion de la création de monnaie. C'est ce qui s'est produit après le conflit de 1977-78 dans la Corne d'Afrique, lorsque les ressources nécessaires pour financer les dépenses publiques ont été créées par le système financier plutôt que par une réaffectation de ressources.

Pendant cette période, le pays a connu une montée en flèche de la demande, en particulier de la part de l'Etat. Les dépenses publiques en 1978 ont fait un bond de 50% par rapport à celles de l'année précédente. L'explosion de la demande s'est manifestée lorsque la production était stagnante et a provoqué une crise financière très sérieuse qui s'est manifestée par une forte inflation, un large déficit de la balance des paiements et un important déficit budgétaire. Pendant les années 1978-1980, le déficit budgétaire a été financé par un recours massif à l'emprunt auprès du système

bancaire. En 1981-1982, la situation budgétaire s'étant quelque peu améliorée, les emprunts de l'Etat vis à vis du système bancaire ont diminué brusquement, malgré une augmentation globale du déficit public. Cette amélioration a été largement attribuée aux restrictions de la dépense publique imposées par un programme de stabilisation soutenu par deux crédits successifs d'aide du FMI.

Les Tableaux 5 et 6 montrent que, nominalement, la croissance de l'offre de monnaie a été instable depuis 1975. Pendant les années de la crise financière dont nous venons de parler, il y a eu une brusque montée de la monnaie par rapport au PIB. Une tendance similaire se manifeste dans le rapport entre crédit intérieur net et PIB et cette tendance peut être attribuée à l'augmentation de l'emprunt public vis à vis du système bancaire.

Après 1980 et jusqu'en 1983, le développement monétaire a reflété une réduction sensible de l'expansion du crédit qui a causé un ralentissement de l'offre de monnaie. Pendant cette dernière période, il y a eu également une disponibilité accrue de crédit pour le secteur privé.

Les résultats de la politique monétaire somalienne au cours de ces dernières années pourraient donner une impression trompeuse si l'on ne tenait compte de la situation exceptionnelle que le pays a dû affronter lors du conflit avec l'Ethiopie. Malgré leurs pouvoirs statutaires, les autorités monétaires ne sont pas parvenues à stabiliser la situation monétaire et ont été obligées de répondre à la demande massive de ressources financières du Gouvernement.

TABLEAU 5

*Situation monétaire 1975-83*

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
— (en millions de shillings fin de période)									
Offre de monnaie	1.005	1.200	1.546	2.047	2.813	3.382	4.421	5.122	4.594
monnaie									
légale en circulation	452	475	719	1.030	1.356	1.773	2.365	2.311	2.109
dépôts à vue	374	520	607	698	979	1.011	1.309	1.797	1.397
quasi-monnaie	179	205	220	319	478	598	747	1.014	1.088
Crédit intérieur	804	1.110	1.378	1.715	2.957	3.901	4.545	5.024	5.195
avoirs sur l'Etat	238	124	98	311	1.231	1.924	2.250	2.199	1.905
avoirs sur le secteur public	107	640	905	1.002	1.279	1.551	1.721	1.300	1.348
avoirs sur le secteur privé	459	346	375	402	447	426	574	1.624	1.942
Avoirs extérieurs	504	515	802	937	316	145	126	72	-1.248
— (Changement annuel en %)									
Offre de monnaie		19.4	28.8	32.4	37.4	20.2	30.7	15.9	-10.3
monnaie légale en circulation		5.1	51.4	43.3	31.7	30.8	33.4	-2.3	-8.8
dépôts à vue		39.0	16.7	15.0	40.3	3.3	29.5	37.3	-22.3
quasi-monnaie		14.5	7.3	45.0	49.8	25.1	24.9	35.7	7.3
Credit intérieur		38.1	24.1	24.5	72.4	31.9	16.5	10.5	3.4
avoirs sur l'Etat		-48.0	-21.0	217.0	296.0	56.3	16.9	-6.7	-9.3
avoirs sur le secteur public		498.0	41.4	10.7	27.6	21.3	11.0	-24.0	3.7
avoirs sur le secteur privé		-25.0	8.38	7.2	11.2	-4.7	34.7	183.0	19.6
Avoirs extérieurs		2.2	55.7	16.8	-66.0	-54.0	-13.0	-43.0	-1.8
Source: Central Bank									

TABLEAU 6

*Indicateurs d'expansion financière*

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Monnaie totale en % du PIB	24.4	25.9	35.5	33.9	28.2	26.3	18.4
Monnaie légale en circulation en % du PIB	11.3	13.0	17.1	17.8	15.1	11.8	8.4
Total dépôts en % du PIB	13.0	12.9	18.4	16.1	13.1	14.4	9.9
Crédit intérieur en % du PIB	21.7	21.7	37.3	39.1	29.0	25.8	20.8
Taux d'inflation		10.2	23.7	59.0	44.6	22.6	36.4

Source: Tableaux 3 et 4 (données calculées par l'auteur)



## 3.

## PERFORMANCE DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

Le système financier somalien se compose de quatre établissements financiers: la Banque Centrale, la Commercial and Savings Bank of Somalia (CSBS), la State Insurance Company of Somalia (SICOS) et la Somali Development Bank.

La CSBS est née en 1975 de la fusion de l'ancienne Somali Commercial Bank et de la Cassa di Risparmio e Credito della Somalia. En pratique, la CSBS a hérité de la plus grande partie de la structure bancaire présente en Somalie dans les années 1960, tandis que la SDB, instituée en 1968 est fondée sur sa structure et sur sa fonction originaires de banque de développement.

La spécialisation fonctionnelle du système bancaire reste essentiellement celle qui avait été établie par la loi bancaire de 1963 (Loi n° 18 du 14 août 1963) qui marque une différence entre les banques autorisées à octroyer du crédit à court terme et celles qui sont autorisées à employer des ressources à moyen et à long terme.

## 3.1 LA COMMERCIAL AND SAVINGS BANK OF SOMALIA

La CSBS est l'institution financière la plus importante du pays. Elle dispose de 38 agences dont 7 à Mogadiscio, 30 dans les différentes régions du pays et une à Djibouti. En 1982 elle comptait 977 employés. La Banque a un capital de 5 millions de shillings dont les quote-parts sont détenues par le Ministère des Finances, la Banque Centrale et la SICOS.

La CSBS assure une gamme complète de services bancaires commerciaux et, étant la seule banque qui dispose d'un vaste



réseau de guichets, elle détient *de facto* le monopole de la mobilisation de l'épargne. La Banque accorde des prêts à tous les secteurs de l'économie, mais principalement au secteur du commerce qui, ces quatre dernières années, a bénéficié en moyenne de 61% de son crédit total. Le deuxième bénéficiaire en ordre d'importance est le secteur industriel qui a reçu, dans la même période, 18% du crédit de la Banque (Tableau 7).

TABLEAU 7

CSBS: Distribution du crédit par secteurs (1979-84)  
pourcentages

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Agriculture	9.8	7.5	11.4	9.7	3.9	2.7
Élevage	7.3	7.9	10.8	13.7	14.5	10.0
Pêche	1.0	1.6	1.0	1.2	0.6	0.0
Industrie	16.4	23.4	24.4	24.4	13.1	11.4
Commerce	65.4	59.6	52.3	50.9	67.8	76.8
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source: Central Bank

La CSBS possède une section de crédit agricole qui, ces dernières années, a financé le secteur agricole. Ce crédit, cependant, est allé en grande partie à l'Office de commercialisation agricole (ADC) et au National Banana Board, tandis que le financement direct des petits exploitants n'a représenté qu'un faible pourcentage des ressources totales affectées à l'agriculture. Actuellement, cette section est virtuellement en sommeil.

Le Bilan de 1982 est le dernier qui a été publié. D'après les fonctionnaires de la Banque Centrale, une commission spéciale est en train d'analyser les difficultés que rencontre la Banque et on envisage de procéder à une vérification totale de ses comptes. Actuellement les opérations de la Banque sont sous contrôle strict. Tous les nouveaux crédits doivent être sanctionnés par le Conseil d'Administration.

Si l'on examine la distribution des crédits de la Banque par bénéficiaires, il ressort qu'un fort pourcentage des ressources de la CSBS sont employées dans le secteur public. Dans la période 1979-82, celui-ci a absorbé en moyenne 64,2% du total des prêts et des avances de la CSBS (Tableau 8). Comme nous l'avons mentionné au chapitre précédent, un signe encourageant vient du fait que la part réservée au secteur public sur le total des crédits a diminué de 69,9% en 1979 à 44,5% en 1982, ce qui laisse davantage de ressources à la disposition du secteur privé.

TABLEAU 8

*Etat récapitulatif des comptes de la CSBS (1979-1982)*

					(en millions de shillings)				moyenne (79-82)
	1979	%	1980	%	1981	%	1982	%	
Caisse et compte à la B.C.	234	10.2	327	12.1	472	12.0	562	9.9	11.1
Avoirs extérieurs	276	12.0	395	14.6	455	11.5	1.164	20.6	14.7
Total crédits	1.585	69.1	1.799	66.5	2.204	55.9	3.045	53.8	61.3
dont:									
(au secteur public)	(1.103)	69.9	(1.333)	74.1	(1.520)	69.0	(1.356)	44.5	64.2
Autres actifs	133	5.8	103	3.8	757	19.2	791	14.0	10.7
Immobilisations	67	2.9	80	3.0	52	1.3	96	1.7	2.2
Total actifs	2.295	100.0	2.704	100.0	3.940	100.0	5.658	100.0	100.0
Chèques circulaires	190	8.4	237	8.9	434	11.0	789	13.9	10.6
Dettes envers banques étrangères	1	0.0	30	1.1	13	0.3	65	1.1	0.7
Dépôts à vue	1.083	47.8	1.146	42.9	1.590	40.3	1.820	32.2	40.8
Dépôts d'épargne	461	20.3	589	22.1	765	19.4	1.008	17.8	19.9
Autres passifs	120	5.3	192	7.2	283	7.2	486	8.6	7.1
Emprunt a c. t. avec B. Centr.	352	15.5	416	15.6	793	20.1	1.428	25.2	19.1
Emprunt à l. t. avec B. Centr.	19	0.8	19	0.7	18	0.5	14	0.2	0.6
Capital social	40	1.8	41	1.5	45	1.1	48	0.8	1.3
Total passif	2.266	100.0	2.670	100.0	3.941	100.0	5.658	100.0	100.0
Nombre d'employés	798		895		924		977		
Nombre de guichets	33		33		34		37		

Source: CSBS Annual Reports (données calculées par l'auteur)

Les principales sources de provision de la CSBS sont les dépôts des clients, dont la plupart viennent du secteur public. Dans la période examinée (1979-1982) le total des dépôts représentait 60,7% des passifs moyens totaux et du capital de la Banque. Ce pourcentage a cependant passé de 68,1% en 1979 à 50% en 1982.

Pendant la même période, la Banque a obtenu de plus en plus d'emprunts de la Banque Centrale. Ceux-ci ont passé de 16% des passifs totaux de la Banque en 1979 à plus de 25% en 1982. La composition des sources de provision est déplacée vers le court terme. Sur le total des dépôts, un tiers seulement est en dépôts à terme et d'épargne, tandis que le reste est formé de dépôts à vue. En moyenne, 95% des emprunts à la Banque Centrale sont également à court terme.

Comme nous l'avons dit plus haut, le dernier rapport annuel disponible a été publié en 1982. Depuis 1983, les données regroupant les actifs et les passifs de la CSBS n'ont été publiés que dans le rapport annuel de la Banque Centrale. Cependant, ceux-ci ne peuvent être comparés avec les données des rapports annuels de la CSBS pour les années précédentes. A l'Appendice, on trouvera également un état financier récapitulatif de la Banque en ce qui concerne sa provision à la Banque Centrale (voir Appendice, Tableaux A.3 et A.4). Les rapports financiers de la CSBS ont été calculés sur la base de ces données (voir Appendice, Tableau A.5).

Le rapport prêts/dépôts, qui était de 1,84 en 1975, a baissé jusqu'à 1,32 en 1983, on peut donc en déduire que dans la période considérée le montant total des prêts octroyés par la Banque a toujours été plus élevé que celui des dépôts. Le rapport prêts/dépôts + emprunts à la Banque Centrale montre lui aussi une tendance négative que l'on peut attribuer au poids décroissant des prêts par rapport aux actifs de la Banque. Le rapport a passé de 0,93 en 1975 à 0,71 en 1983.

Pour satisfaire à ses besoins ordinaires de liquidité la Banque a gardé de considérables actifs liquides (caisse et dépôts à la Banque Centrale) qui peuvent avoir affecté ses revenus. Ces actifs étaient nécessaires pour répondre à la forte volatilité de ses passifs courants et en particulier des chèques circulaires qui représentaient, pendant la période 1980-1983, plus de 10% des passifs totaux.

Le rapport capital social/actifs à risques était de 1,6 en 1975, pour baisser jusqu'à 0,4 en 1983. La diminution de la couverture de fonds propres sur les actifs à risques est due au montant stable de

fonds de réserve alors que, dans la même période, les actifs à risques augmentaient de plus de trois fois en termes absolus. En ce qui concerne le portefeuille-prêts, la Banque a adopté la politique de maintenir des fonds de réserve stables d'une année sur l'autre pour se garantir contre des pertes inattendues. Malgré ce bas niveau de capitalisation, la Banque a, ces dernières années, distribué à ses actionnaires des profits qui équivalent à plus de 200% du total payé par la Banque en capital plutôt que d'augmenter son compte général de réserve et son capital social.

### 3.2 LA SOMALI DEVELOPMENT BANK

La Banque de Développement Somalien a été instituée en 1968 comme établissement de droit public. La Banque a repris le portefeuille à long terme de la Section de Développement du Credito Somalo qui était, lui aussi une institution étatique. Le capital de la SDB est détenu par le Ministère des Finances, la Banque Centrale, la CSBS et la SICOS.

L'objectif de la Banque est de promouvoir et d'assister toute entreprise productive dans les secteurs agricole, industriel, minier, touristique, de la pêche et de l'élevage. La SDB peut s'engager dans toute transaction de prêt ou de garantie ayant une échéance minimum d'un an et maximum de vingt ans, avec un plafond par projet ne dépassant pas 75% du coût total de l'investissement et un volume total ne dépassant pas 50% du capital social et des réserves de la Banque.

La part de l'économie financée par la SDB est exiguë. Entre 1975 et 1983, le crédit total octroyé représentait moins de 10% du crédit intérieur total. De 1975 à 1979, le crédit de la SDB a augmenté de 53% en termes courants, tandis que dans la période 1979-1981, à la suite des restrictions imposées au crédit dans cette période, le pourcentage a diminué à peu près dans la même mesure. En 1983 seulement, le montant total octroyé par la Banque a atteint le niveau record de 1979. En termes réels, cependant, le volume

total des crédits accordés dans cette période a décliné. Après la crise de 1979, la politique de crédit de la Banque a été plus prudente tant en ce qui concerne le nombre de prêts que le volume de crédits accordés. (Tableau 9).

En termes de distribution des crédits par secteur d'activité économique, le secteur industriel a été celui qui, de loin, a reçu la part la plus grosse de financement. Pendant la période 1980-83, 50% du crédit total de la Banque est allé à l'industrie. Pendant la même période, l'agriculture n'en recevait que 23%

TABLEAU 9

SDB: Crédits en cours par secteurs (1975-1983)

	(millions de shillings)									% des crédits totaux	
	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	75-79	80-83
Industrie (nombre)	26.6 (8)	11.28 (5)	9.465 (13)	11.32 (26)	38.61 (32)	16.96 (41)	23.29 (36)	38.55 (36)	27.72 (32)	50.44	55.75
Agriculture (nombre)	9.94 (69)	4.944 (11)	13.38 (187)	24.84 (179)	20.81 (170)	10.03 (110)	10.56 (139)	8.578 (116)	16.13 (80)	38.32	23.7
Elevage (nombre)		0.3 (1)	0.373 (4)	0.44 (6)	0.199 (1)	0.43 (4)	1.237 (13)	0.32 (2)	1.821 (4)	0.68	1.993
Pêche (nombre)	0.785 (8)	0.329 (4)	0.2 (3)	0.14 (2)	0.25 (4)	2.8 (6)			0.903 (2)	0.884	1.938
Autres crédits (nombre)	2.139 (6)	6.099 (15)	5.873 (13)	4.065 (11)	0.49 (7)	2.716 (6)	3.853 (6)	7.27 (6)	17.9 (8)	9.679	16.61
Total (nombre)	39.46 (91)	22.96 (139)	29.29 (220)	40.8 (224)	60.35 (214)	32.93 (167)	38.94 (194)	54.72 (160)	64.47 (126)	100	100
Montant moyen par prêt (en millions de Shs)										75-79	80-83
Total										0.359	0.295
Industrie										1.158	0.755
Agriculture										0.120	0.102

Source: SDB Annual Reports

L'activité de la SDB dans le secteur industriel comprend aussi des investissements en participations dans des entreprises, qui, en moyenne, ont représenté 10% du total des actifs de la Banque dans les 9 dernières années. Ces investissements comprennent une participation dans ITOP (traitement et conservation des fruits), dans une fabrique de briques et de carreaux, dans FIMA (vente et pièces de rechange de voitures) et dans une fabrique de farine de blé et de



pâtes. La Banque prétend que l'impact de ces investissements sur la rentabilité de la Banque, grâce aux dividendes payés, est positif.

La principale source de provision est représentée par le capital social de la Banque qui fournit une bonne couverture contre les pertes éventuelles (Tableau 10). En 1984, le capital propre s'élevait à 270.000 millions de shillings contre les 158 millions du total des emprunts à long terme. De ceux-ci, 43% seulement proviennent de sources nationales, c'est à dire de la Banque centrale, de l'Etat et de la CBS. Cependant, les emprunts en devises étrangères ont été calculés au taux de change du 31 décembre 1984 et la proportion de l'emprunt national par rapport à l'emprunt total de la Banque est susceptible d'augmenter après la dévaluation du shilling en 1985.

TABLEAU 10

*SDB: Etat récapitulatif des comptes (en %)*

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Caisse	4.26	7.63	3.30	2.46	3.09	3.66
Dépôts à court terme	4.08	1.36	1.80	1.04	9.80	1.10
Débiteurs divers	7.77	3.13	5.75	6.07	8.25	4.88
Echéances courantes de portefeuille moins réserves	10.08	16.74	19.05	12.61	8.94	13.22
Intérêts échus courants sur portefeuille prêts	5.74	6.79	7.24	3.63	2.87	3.88
Echéances non courantes de prêts moins réserves	50.94	41.63	41.96	51.65	51.22	59.14
Prises de participations	10.24	11.07	12.72	15.68	8.73	6.32
Immobilisations	4.94	4.32	3.90	4.13	3.18	2.41
Autres avoirs	1.95	7.33	4.29	2.74	3.92	5.39
Total actif	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Compte d'attente intérêts	5.94	5.30	5.61	—	—	—
Créditeurs divers	3.50	4.38	4.82	3.06	3.41	2.35
Réserve pour taxation	0.22	0.28	0.12	0.25	0.32	—
Echéances courantes d'emprunts	2.07	2.41	.085	3.39	7.80	9.30
Affaires dirigées	—	—	—	0.62	—	1.61
Echéances non courantes d'emprunts	13.14	12.73	15.14	19.48	28.32	26.83
Fond de crédit aux Coopératives	0.19	0.16	0.15	0.04	0.03	0.03
Aide Arabe	0.01	0.03	0.01	0.11	0.20	0.12
Capital social	72.98	67.38	69.01	73.04	59.91	59.76
Autres passifs	1.95	7.33	4.29	—	—	—
Total passif	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00

Source: SDB Annual reports (données calculées par l'auteur)



L'orientation vers des sources de provision étrangères sera plus marquée à la fin de cette année. D'après la Banque, un nouveau paquet de prêt sans intérêt pour un total de 15 millions de dollars pourrait être obtenu de l'African Development Bank, l'Islam Development Bank et d'autres organismes internationaux de développement.

Les emprunts étrangers à long terme sont fondamentaux pour la Banque puisque la majeure partie de ses opérations de crédit, notamment dans l'agriculture, financent des biens d'équipement importés et que le pays lui-même manque de devises étrangères.

Au Tableau A.6 (voir Appendice) figurent certains rapports financiers du Bilan de la Banque. Selon ces rapports, si l'on considère qu'il s'agit d'une institution qui travaille exclusivement avec des flux monétaires dont les échéances sont fixées par contrat, la SDB opère avec un niveau suffisant de liquidité. En 1984, la couverture de fonds propres des actifs totaux était d'environ 60% ce qui était suffisant pour couvrir d'éventuelles pertes futures. Cette couverture de fonds propres et le rapport entre capital social et prêts non immédiatement recouvrables confirme que, jusqu'en 1984, le capital propre fournissait la plus grande partie des ressources de la Banque.

### 3.3 CRÉDIT AGRICOLE EN DEHORS DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

En Somalie la majeure source de crédit pour les paysans, en dehors du système financier, est fournie par Somalfruit, l'institution responsable de toute la commercialisation et de l'exportation de la production de bananes. En 1983, le NBB (*National Banana Board*) a fusionné avec Nadai Ltd, une corporation multinationale ayant son siège en Italie. Somalfruit, la *joint venture* qui en a résulté, appartient dans la mesure de 60% à Nadai Ltd et de 40% à l'Etat somalien.

Somalfruit achète les bananes aux exploitants au prix domi-

nant sur le marché de la production et les transporte des centres de ramassage aux ports de Mogadiscio et de Kismayo pour les exporter vers l'Italie et le Moyen Orient. L'activité de crédit de cette organisation consiste à fournir des facteurs de production agricole aux exploitants. Le crédit est ensuite recouvré au moment de la vente de la récolte. Récemment, Somalfruit a donné cours à un programme de réhabilitation pour fournir à certains exploitants sélectionnés des facteurs de production et des services (tels que équipements de défrichage, de préparation du terrain, de cueillette des bananes etc.) souvent donnés à crédit pour agrandir les zones de plantation et augmenter la production.

L'Agricultural Development Corporation (ADC), qui était le seul acheteur de grains responsable de la commercialisation des principales productions vivrières - le maïs et le sorgho - a elle aussi, dans le passé, fait quelque crédit aux petits exploitants en petites sommes, et fourni des garanties à la CSBS pour les exploitations de plus grande importance. Actuellement ses activités sont limitées à la commercialisation, son rôle ayant été ultérieurement réduit ces deux dernières années. La loi interdisant le commerce privé des grains a été révoquée par un amendement de janvier 1984 qui a limité les achats de l'ADC à 5% de la production totale. Ce 5% a été aboli par une décision du Comité Central en février 1985 et les producteurs ne sont plus tenus à vendre leurs grains à l'ADC.

L'offre générale de facteurs de production agricoles ainsi que la commercialisation du produit, ont été contrôlées par l'Etat depuis 1970 à travers un certain nombre d'organisations spécialisées comme SOMALTEX pour le coton, ONAT pour les services de tracteurs, ENC pour le sucre, le thé, le café etc. et le Ministère de l'Elevage pour les produits vétérinaires.

## 4.

**SERVICES AGRICOLES POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL  
ET POLITIQUE DE PRIX**

Comme nous l'avons mentionné au premier chapitre, l'agriculture est le secteur économique le plus important de Somalie. Plus de 80% de la population dépend de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche pour sa survie. Près de 500.000 ménages s'adonnent à l'élevage et 200.000 environ travaillent la terre.

L'élevage occupe, de loin la part la plus importante de l'activité économique et, ces dernières années, il a procuré quelque 75% des recettes en exportations. L'élevage, la commercialisation et l'exportation de bétail sont entièrement gérés par le secteur privé. Les prix, non assujettis au contrôle de l'Etat, ont généralement suivi le cours de l'inflation. Cependant, en ce moment, les exportations sont momentanément entravées par une interdiction sur les importations de bétail en Arabie Saoudite, le plus important débouché pour les exportations somaliennes, à cause d'une épidémie de fièvre aphteuse. L'Egypte pourrait peut-être représenter un débouché alternatif.

En ce qui concerne les récoltes, l'apport des bananes aux recettes de devises a baissé de 17% en 1976 à 5% en 1981. La diminution de la production a été due tant à la réduction des surfaces plantées qu'à la diminution du rendement par hectare (Tableau 11).

Les autres cultures comprennent des produits de première nécessité, du maïs et du sorgho, du coton, du riz, des grains à huile, des fruits et des légumes. L'ensemble de la production agricole dans les années 1970 a été particulièrement faible avec le résultat que la Somalie dépend des importations et des aides alimentaires pour près de 40% de ses besoins de grains. Cette situation ne peut

TABLEAU II

*Rendements calculés pour les principales cultures vivrières (1977-83)*

	Sorgho	Mais	Haricots	Riz	Sésame	Canne à sucre	Bananes
1977	0.31	0.75	0.53	2.00	0.37	44.3	13.0
1978	0.34	0.72	0.45	1.33	0.36	47.1	15.2
1979	0.30	0.73	0.59	2.20	0.33	50.0	30.0
1980	0.31	1.01	0.53	2.83	0.38	60.0	15.0
1981	0.43	0.72	0.38	3.17	0.38	71.4	16.8
1982	0.44	0.73	0.41	3.33	0.39	76.4	18.0
1983	0.23	(1.66)	(1.00)	n.a.	0.47	55.5	21.2

Source: Ministère de l'Agriculture

être attribuée qu'en partie seulement aux conditions physiques de l'environnement.

Un des facteurs principaux a été le manque d'une politique de prix d'encouragement aux producteurs durant les années 1970. Dès que l'Etat a dévalué le shilling et éliminé, en 1981, le monopole paraétatique d'achat et de vente de l'ADC, les prix ont commencé à devenir plus intéressants pour les principaux produits cultivés par les petits exploitants. Le Tableau 12 montre que la baisse des prix, en termes réels, des principaux produits agricoles a été particulièrement grave pour les producteurs et les a découragés à produire.

L'insuffisance des prix à la production pendant presque toutes les années 1970 était aussi le résultat d'un taux de change surévalué qui s'est traduit non seulement par le découragement de la production d'exportation, mais aussi par la sous-évaluation des produits vivriers d'importation. Ces importations comprenaient non seulement de grosses quantités d'aliments financés par les aides internationales (pour l'entretien des réfugiés) mais aussi des produits alimentaires importés pour la consommation normale de la population.

TABLEAU 12.

*Prix à la production des principaux produits agricoles*

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
prix nominaux à la production (Shs/100 kg)									
Riz	3.500	3.500	3.500	3.500	3.500	3.500	3.200	3.200	5.250
Maïs	600	600	750	750	750	1.000	1.800	1.800	3.250
Sorgho	1.100	1.100	1.100	1.100	1.100	1.500	2.700	2.700	3.750
Sésame	2.000	2.400	2.400	2.400	2.400	3.000	4.500	7.000	8.700
Indice des prix à la consommation (1977 = 100)									
	79.4	91.1	100	110	136	217	313	384	524
prix réels à la production									
Riz			100	100	100	100	91.4	91.4	150
Maïs			100	100	100	133	240	240	433
Sorgho			100	100	100	136	245	245	341
Sésame			100	100	100	125	150	156	124

Source: Ministère de l'Agriculture (données calculées par l'auteur)

Dans la mesure où ces importations ont contribué à faire baisser les prix des produits nationaux, elles ont représenté un facteur de découragement de la production locale.

D'autres facteurs qui ont concouru à faire diminuer la production agricole sont le manque d'accès des agriculteurs aux facteurs de production, l'insuffisance des services d'extension et de recherche agronomique et le manque d'infrastructures de première nécessité.

Les rendements moyens des grains alimentaires à l'échelon national sont de 0,3-0,4 tonnes par hectare pour le sorgho dans les zones pluvieuses et 0,8 t/ha pour le maïs dans les zones irriguées. Ces rendements sont parmi les plus bas du continent africain. Même dans les pays du Sahel (Tchad, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal) les rendements des céréales dépassent 0,6 t/ha. Des chiffres appropriés sur l'utilisation de facteurs de production susceptibles d'augmenter la productivité ne sont pas disponibles dans le milieu des petits exploitants. Cependant, les bas rendements sont certainement un signe de faible utilisation des facteurs de production et de manque de technologie agricole, spécialement dans le milieu de la petite exploitation.



L'expérience a montré qu'en Somalie, l'emploi de facteurs de production agricoles de base tels que fertilisants, pesticides et semences sélectionnées a permis de doubler la production du maïs, a augmenté le bénéfice net des agriculteurs et de ce fait les a encouragés à produire davantage. Le rapport coût/recette pour un paysan qui adopte un paquet de facteurs de production consistant en fertilisant, pesticide et semence sélectionnée dans la principale région de culture du maïs (Basse Shebelle) aux prix estimés d'intrant/extrant de 1984 était de l'ordre 3,33. L'expérience dans d'autres pays a montré que les paysans sont disposés à employer des fertilisants si le rapport recette/coût est supérieur à 2, autrement dit, si l'investissement d'une unité monétaire en fertilisants produit une augmentation de rendement de la récolte de l'ordre de 2, c'est à dire repaye le fertilisant et donne un bénéfice net de 1. Les données dont nous venons de parler se rapportent à une région agricole limitée et ont été conduites sur un échantillon limité, elles ne sont donc pas représentatives de l'ensemble du pays.

En ce qui concerne les autres services agricoles, les services d'extension et de soutien sont inadéquats et la recherche adaptative est insuffisante. Un projet d'amélioration des services d'extension agricole n'a été entrepris qu'en 1980 (AFMET *Agricultural Farm Management Extension Training*). Le nombre d'agents de terrain est encore insuffisant et le rapport entre agents de terrain et exploitants est de 1 sur 500. La recherche agricole est menée par l'Agricultural Research Institute du Ministère de l'Agriculture. Depuis 1983 un projet PNUD/FAO (SOM/81/015) assiste l'Institut dans l'organisation d'une véritable approche de la petite exploitation à la recherche en traitant directement avec les agriculteurs. L'organisation de ces services est encore à un stade initial et un flux suffisant de données (calcul et analyse des budgets d'exploitation, prix et autres éléments) qui sont d'importance vitale pour formuler une véritable politique agricole, n'est pas encore disponible.



#### 4.1 LE MOUVEMENT COOPÉRATIF

Le mouvement coopératif représente une ultérieure institution de développement agricole. Bien que les coopératives jouent en général un rôle important dans la promotion du développement économique d'un pays, on ne peut pas dire qu'elles aient rencontré en Somalie le succès espéré.

Aux termes d'une loi de 1973, en Somalie les coopératives sont organisées sur trois échelons: régional, de district et local, et dépendent de trois ministères différents pour leur mobilisation et organisation et pour la fourniture d'assistance technique.

Lorsque le nombre des coopératives a commencé à augmenter, il est devenu évident que les ministères respectifs ne pouvaient assurer efficacement les différents aspects de leur développement. Ceci, parce que les ministères ne s'engageaient pas suffisamment dans la formation de Conseils de coopératives et ne traitaient les coopératives que comme un secteur quelconque sous leur administration. Il n'existait pas non plus de bureau central pour l'enregistrement des coopératives et leur législation. L'Union of the Somali Cooperative Movement (USCOM) a été établi en 1978 dans la tentative de résoudre ces problèmes.

Trois types de coopératives sont envisagés:

*Group farms* pour l'exploitation collective de la terre. Des terrains démaniaux sont donnés en concession à des paysans, ou, dans le cas de coopératives, à la coopérative elle-même. Ces exploitations doivent rédiger chaque année un bilan annuel, sur la base duquel on prend une décision collective sur la distribution du revenu net.

*Coopératives à buts multiples* (MPC - *Multi-purpose cooperatives*), conçues pour assurer des services (facteurs de production, commercialisation, services sociaux) à leurs membres qui gardent leur indépendance mais doivent vendre leurs récoltes à une MPC. Actuellement, la MPC groupe moyennement de deux à six villages avec une population de 1.000 à 2000 agriculteurs.

*Exploitations coopératives*, la dernière forme de coopération

agricole. Aussi bien les moyens de production que la production elle-même sont détenus en commun et l'agriculteur reçoit un salaire en rapport avec sa contribution personnelle à l'ensemble. L'apport de chaque membre lorsqu'il entre dans la coopérative augmente le capital de cette dernière et les quote-parts additionnelles sont remises au nouveau membre.

L'apport des coopératives à l'économie du pays est ici exprimée en % de la production totale des différents secteurs de production:

Agriculture.....	30%	Matériaux de	
Pêche .....	80%	construction.....	75%
Elevage.....	12%	Encens et Charbon	
Transports .....	75%	de bois .....	100%
		Artisanat.....	90%

A la fin de 1983 on comptait 644 coopératives totalisant 75.287 membres. De celles-ci 413 avec 44.588 membres étaient affiliées à l'Agricultural Cooperative Organisation.

Le National Workshop on Cooperative Development a proposé, en mars 1984, une politique d'orientation visant à:

- l'instruction des membres et du personnel de bureau sur les principes coopératifs fondamentaux;
- la formation des cadres et du personnel de bureau.

Un but important de la politique de développement du mouvement coopératif serait de commencer à acheminer des facteurs de production physiques à travers les coopératives. Toutes les exigences de facteurs de production tels que semences, fertilisants, pesticides et matières premières devraient être distribués aux membres à travers les coopératives et l'approvisionnement de ces facteurs de production devrait être fait par le mouvement coopératif.

## 5.

## APERÇU GÉNÉRAL DU SYSTÈME DE FINANCE RURALE

En Somalie, la structure de la finance rurale est caractérisée par l'absence d'une institution bancaire qui couvre toutes les exigences de crédit du secteur rural et qui ait comme principale responsabilité celle de fournir des moyens financiers aux populations rurales. Comme nous l'avons dit au chapitre précédent, la provision des ressources pour le crédit agricole est partagée suivant la durée du prêt: la CSBS fournit du crédit à court terme, la SDB du crédit à moyen et long terme.

En particulier, la CSBS a une section de crédit agricole qui, ces dernières années a octroyé du crédit à court terme au secteur agricole. Ce crédit a été destiné principalement au financement des offices paraétatiques qui s'occupent de la commercialisation et du traitement des produits agricoles. L'octroi de crédit de production soit directement aux exploitants, soit indirectement à travers les associations d'agriculteurs, n'a formé qu'un petit pourcentage du portefeuille agricole total de la Banque.

Entre 1979 et 1984, les ressources totales affectées à l'agriculture ne représentaient en moyenne que 7% du crédit total octroyé par la CSBS. Ce pourcentage est tombé de 9,4% en 1979 à 3,9% en 1983 et à 1,4 seulement en 1984 (voir Tableau 7). Actuellement, la section de crédit agricole de la Banque est virtuellement inactive. La Banque a entrepris des efforts pour revitaliser son portefeuille de crédits agricoles. Depuis 1984, un projet financé par des fonds d'assistance (FAO/PNUD) a été mis en exécution à la Banque avec l'objectif d'assurer des crédits au secteur des petits exploitants et de réorganiser la section de crédit agricole.

La SDB a, elle aussi, une section de crédit agricole qui octroie

des prêts à moyen et long terme. Entre 1975 et 1979, le secteur agricole a absorbé 38% du total des crédits de la SDB. Ce pourcentage est tombé à 24% entre 1980 et 1983. Dans la période 1975-1979, le prêt agricole moyen était de 120 millions de shillings et dans la période 1980-83, de 102 millions de shillings. En comparaison avec d'autres secteurs, le crédit agricole a été plutôt dynamique. En termes de nombre de prêts, le secteur agricole a reçu un plus grand nombre que les autres secteurs financés. Avant 1979, les principaux bénéficiaires du crédit agricole de la SDB étaient les producteurs de bananes, maïs, dans ces quatre dernières années, le portefeuille agricole a été diversifié et les crédits ont été employés pour acheter des équipements agricoles, des tracteurs et des pompes à eau ou pour défricher de nouvelles terres destinées à différents types de cultures.

La Banque déclare que dans les dernières années la "activité de crédit agricole est devenue plus prudente à cause de difficultés de recouvrement et de manque de fonds à investir".

La section agricole de la Banque est bien organisée. Le personnel comprend des économistes et des agronomes pour l'évaluation et la supervision des prêts; pour la comptabilité et les statistiques, la section se sert de quatre unités séparées.

Des deux banques, la SDB est celle qui a consacré un plus haut pourcentage de ses ressources au financement du secteur agricole. Dans la période 1980-1983, le secteur agricole n'était second qu'à l'industrie sur le total des crédits en cours. Dans la même période, la CSBS n'avait accordé que 5% de ses crédits à l'agriculture, qui venait après le commerce, l'industrie et l'élevage.

La SDB n'a cependant que deux agences rurales et ne peut donc pas assister de façon extensive le secteur rural. La CSBS, d'autre part, a un réseau de 38 agences qui lui permettent de desservir tous les plus importants marchés financiers agricoles du pays.

Le système selon lequel les deux banques offrent des services de crédit similaires pour des échéances différentes n'est pas tout à fait satisfaisant et n'est pas recommandé comme une pratique bancaire normale pour le secteur agricole. Du point de vue bancaire,

ce partage des rôles implique une duplication des efforts avec les coûts administratifs qui s'ensuivent, une juxtaposition des fonctions et un manque de coordination dans l'affectation des ressources financières et dans l'évaluation des besoins de crédit des clients de la Banque.

Du point de vue de l'exploitant, l'organisation actuelle du crédit présente des inconvénients évidents car, nécessitant non seulement de crédit à court terme pour son capital de roulement, mais aussi de crédit à moyen terme pour améliorer ses techniques de production, il se trouve à devoir demander du crédit à deux établissements différents.

Pour les raisons mentionnées plus haut, une éventuelle alternative à l'organisation actuelle devrait considérer les deux options suivantes:

- remplacement du système actuel par un nouveau système où une seule banque couvrirait tous les aspects du crédit agricole. Cette option impliquerait l'amendement de l'actuelle législation qui différencie les banques autorisées au crédit à court terme de celles qui sont autorisées au crédit à moyen et long terme.
- Etablissement d'un système de coordination entre les différentes sources de crédit destinées au secteur agricole et placement éventuel de ce système sous le contrôle de la Banque Centrale. Dans le moyen terme, la création d'une institution spécialisée dans le crédit agricole, si la chose est faisable.

La première option a l'avantage de concentrer en une seule institution les efforts de développement d'une infrastructure institutionnelle plus rapprochée du lieu de résidence des agriculteurs. Cette institution spécialisée serait en mesure de répondre à tous besoins de crédit de l'exploitant (court, moyen et long terme) en un seul point de contact et couvrirait tous les aspects de la vie de l'exploitation, des besoins de la production à la consommation du ménage.

La deuxième option ne présenterait de grands avantages que si la coordination des deux banques était vraiment effective. Signa-



lons cependant qu'une situation où différentes sources de crédit financent le même secteur est typique des systèmes financiers avancés. Dans une telle situation, différentes banques se font concurrence entre elles pour offrir des services financiers aux agriculteurs qui, à leur tour, peuvent choisir l'établissement qui convient le mieux à leurs besoins. La concurrence entre banques peut stimuler une amélioration de la fourniture de services. Mais ce n'est pas le cas de la Somalie, où il n'existe que deux banques, toutes deux en régime de monopole et avec un secteur agricole qui demande la concentration des efforts plus que la dispersion des ressources.

Décembre 1985



## APPENDICE

---

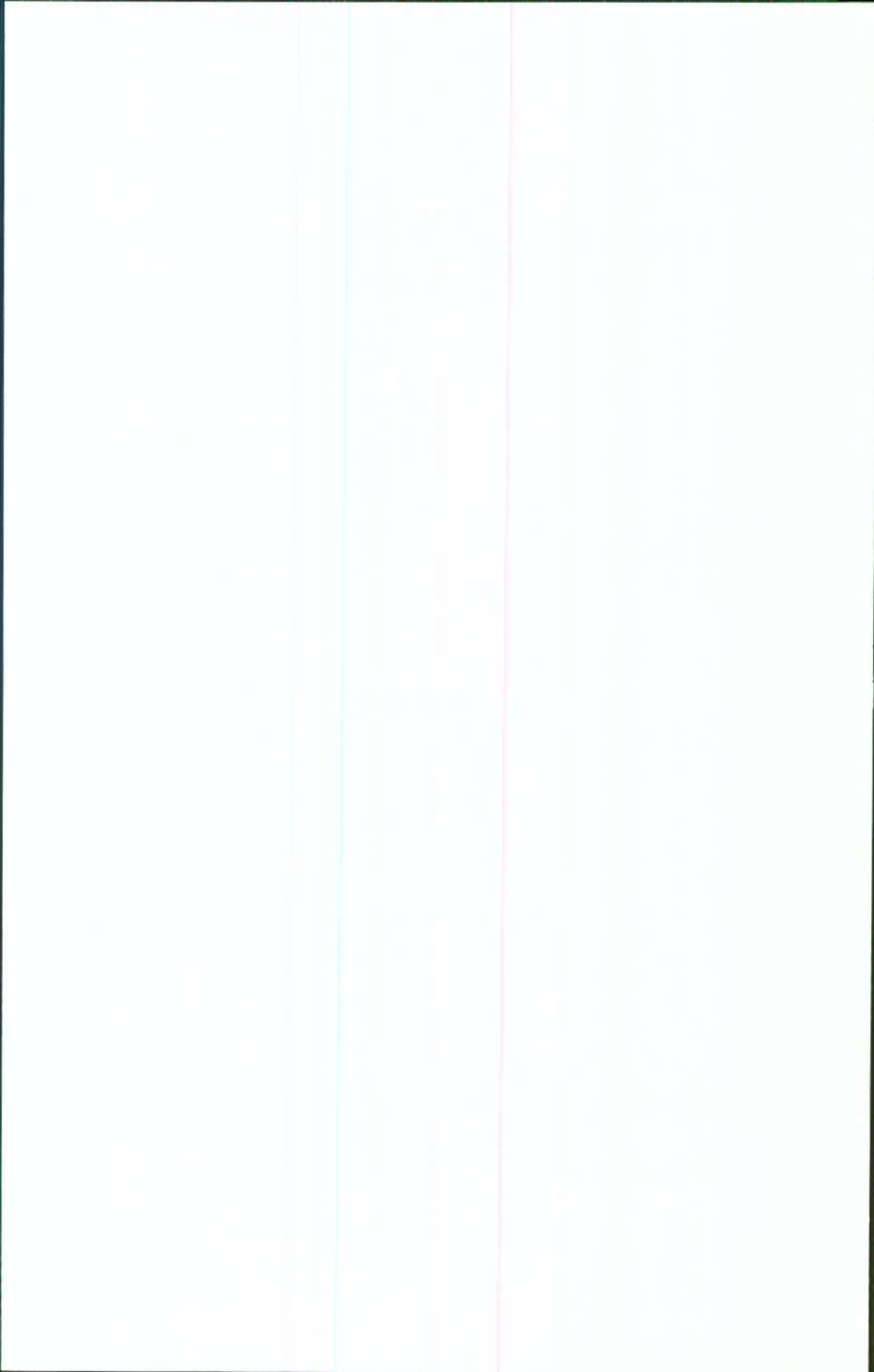


TABLEAU A.1

*Potentiel de terres cultivables et récoltes actuelles*

	Surf. potent. en milliers d'ha	Surface actuelle en milliers d'ha	Pourcentage
Régions pluvieuses	7.790	540	6.9
Irrigation p. inondation	110	110	100
Irrigation contrôlée	250	50	20
dont:			
Fleuve Shebelle	86	35	41
Fleuve Juba	160	14	9
Région du Nord	4	1	1

Source: Les chiffres ci-dessus sont une estimation du Directeur du Plan  
du Ministère de l'Agriculture.

TABLEAU A.2

*Structure de la production agricole*

	n.bre d'exploitat.	Surface totale	% de terre /total terres	Dim. moyenne p. exploitation
Exploitations d'Etat	10	21.600	3	2.160
Coopérat. enregistrées	49	67.560	10	1.571
Sociétés privées enregistrées	148	23.273	3	157
Petits exploitants enregistrés	4.683	57.149	8	12
Petits exploitants non enregistrés	180.000	500.000	76	28

Source: Voir Tableau A.1

TABLEAU A.3

*Tableau récapitulatif des actifs et des passifs de la CSBS (millions de shillings)*

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Caisse	32	39	44	79	95	167	272	201	168
Dépôts à la B.C.	51	62	75	97	139	160	200	264	270
Avoirs extérieurs	231	140	250	377	240	339	465	1.428	1.196
Prêts aux sect. public et privé	935	881	1.119	1.222	1.551	1.737	2.076	2.732	3.085
Avoirs non classés	48	34	93	61	179	160	813	885	1.078
Total actif	1.296	1.557	1.580	1.836	2.205	2.563	3.826	5.510	5.797
Chèques circulaires	51	50	78	124	190	237	434	790	507
Dépôts à vue priv. et pub.	329	415	522	600	913	944	260	1.632	1.248
Dépôts à terme et d'épargne	179	204	218	317	475	595	743	1.009	1.083
Dettes extérieures	3	6	5	50	2	—	—	—	—
Dettes envers B.C.	497	230	418	383	371	436	811	1.466	2.028
Capital et réserves	15	15	15	15	15	15	15	15	15
Passifs non classés	223	238	325	348	240	337	563	599	916
Total passif	1.296	1.157	1.580	1.836	2.205	2.563	2.826	5.510	5.797

Source: Central Bank Annual Reports (données calculées par l'auteur)

Note: Les chiffres de ce tableau diffèrent de ceux du Tableau 8 parce que la source est différente.

TABLEAU A.4

*Etat récapitulatif des actifs et des passifs de la CSBS (en %)*

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Caisse	2.4	3.4	2.8	4.3	4.3	6.5	7.1	3.6	2.9
Dépôts à la B.C.	4.0	5.4	4.7	5.3	6.3	6.2	5.2	4.8	4.6
Avoirs extérieurs	17.7	12.1	15.8	20.5	10.9	13.2	12.2	25.9	20.6
Prêts aux sect. public et privé	72.1	76.2	70.8	66.6	70.4	67.8	54.3	49.6	53.2
Avoirs non classés	3.8	2.9	5.9	3.3	8.1	6.3	21.2	16.1	18.7
Total actif	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Chèques circulaires	3.9	4.3	4.9	6.74	8.6	9.2	15.4	14.3	8.8
Dépôts à vue priv. et pub.	25.4	35.8	33.0	32.7	41.4	38.8	9.2	29.6	21.5
Dépôts à terme et d'épargne	13.8	17.6	13.8	17.3	21.5	23.2	26.3	18.3	18.7
Dettes extérieures	0.3	0.5	0.3	2.7	0.1	—	—	—	—
Dettes envers B.C.	38.3	19.9	26.5	20.8	16.8	17.0	28.7	26.6	35.0
Capital et réserves	1.1	1.3	0.9	0.8	0.7	0.6	0.5	0.3	0.3
Passifs non classés	17.2	20.6	20.6	19.0	10.9	13.2	19.9	10.0	15.8
Total passif	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source: Tableau A.3 (Central Bank Annual Reports)

Note: Les chiffres de ce tableau diffèrent de ceux du Tableau 8 parce que la source est différente.

TABLEAU A.5

*CSBS: Principaux rapports financiers*

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Actif courants/ passifs courants	1.16	1.41	1.22	1.26	1.21	1.28	1.69	0.82	0.93
Total crédits/ total dépôts	1.84	1.42	1.51	1.33	1.12	1.13	2.07	1.03	1.32
Total crédits/ total dépôts + emprunt B.C.	0.93	1.04	0.97	0.94	0.88	0.88	1.14	0.67	0.71
Encaisse/ total dépôts	0.22	0.22	0.20	0.24	0.21	0.28	0.68	0.19	0.25
Encaisse + dep. à la B.C./ dépôts à vue et chèques circ.	21.3	21.7	19.8	24.3	21.2	27.7	68.0	19.2	25.0
Capital et réserves/ Réserves de risque (x 100)	1.6	1.7	1.3	1.2	0.9	0.8	0.7	0.5	0.4

Source: Tableau A.4 (données calculées par l'auteur)

TABLEAU A.6

*SDB: Principaux rapports financiers*

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Encaisse + dépôts à court terme/ passifs courants	1.43	1.27	0.88	0.52	1.23	0.41
Actifs courants/ passifs courants	4.51	5.04	6.41	3.85	3.14	2.30
Capital social/ total actif %	77.74	67.38	69.03	73.03	54.56	59.76
Capital social/ échéances non courantes de prêts moins réserves	1.44	1.62	1.65	1.41	1.07	1.01

Source: SDB Annual Reports (données calculées par l'auteur)



